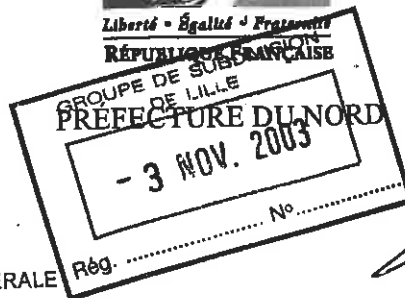




Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



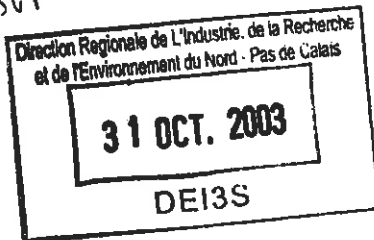
Transmis à M. Le Chef
de S.B. de: *Lille*
pour
Cust. B
P / Le Directeur

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - JMC

21/10/03

Copie sur P



Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la SOCIETE RMN à FRETIN.

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment l'article L514-1 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU les différentes décisions administratives autorisant la société RMN - siège social : rue Gabriel Péri - BP n° 14 - 59273 FRETIN, à exploiter ses activités à la même adresse, notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 1984 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mars 1991 ;

VU le rapport en date du 8 septembre 2003 de Monsieur l'ingénieur en chef, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il ressort que l'exploitant ne respecte pas les articles 4.1, 5 et 8.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1

La société RMN, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé rue Gabriel Péri - BP n° 14 - 59273 FRETIN - est mise en demeure, pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à la même adresse, de respecter, *sous trois mois*, les prescriptions suivantes de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 mai 1984 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 11 mars 1991 :

- article 4.1 : rejets en poussières ;
- article 5 : déchets traités sur le site ;
- article 8.3 : hauteur des stockages.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000.

ARTICLE 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour de sa notification.

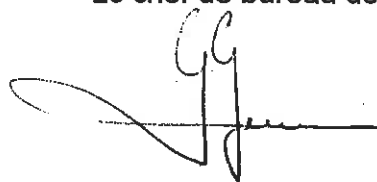
ARTICLE 4

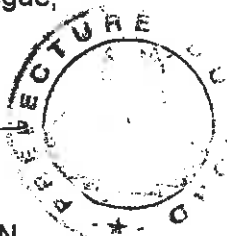
Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Madame le maire de FRETIN,
- Monsieur l'ingénieur en chef, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

FAIT à LILLE, le 21 octobre 2003

Pour ampliation,
Le chef de bureau délégué,


Gilles GENNEQUIN



Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX